

Communiqué du Conseil d'Etat

5 mai 2010

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève internationale.....	4
Peuples autochtones : soutien au doCip	4
Soutien aux victimes de la crise alimentaire au Sud Soudan	5
Genève-Confédération	6
Genève demande des mesures correctives pour la péréquation intercantonale	6
Oui au projet fédéral de contrat-type de travail dans l'économie domestique	7
Genève	8
Accessibilité des constructions aux personnes handicapées : adaptation de la loi cantonale	8
Un plan d'actions pour répondre à la pénurie du personnel infirmier	8
Projet de loi déclarant d'utilité publique la construction d'un bâtiment de logements à Lancy	9
Construction de treize nouveaux logements au Petit-Saconnex	9
Nouvelle conseillère municipale à Veyrier	10
Agenda des invitations à la presse	11

Genève internationale

Peuples autochtones : soutien au doCip

Dans le cadre de sa politique de soutien aux organisations non gouvernementales (ONG), le Conseil d'Etat a établi avec le [Centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones \(doCip\)](#) un contrat de prestations d'un montant global de 150'000 francs pour la période 2010-2012. Ce soutien annuel de 50'000 francs contribue au fonctionnement d'un secrétariat permanent à l'attention des délégations de peuples autochtones actives auprès de l'ONU et des autres organisations internationales à Genève, ainsi que d'un centre de documentation réputé.



Environ 350 millions de personnes appartiennent à des peuples autochtones. Leurs émissaires défendent auprès des instances internationales des savoirs et modèles traditionnels en attente de reconnaissance et de protection. L'Organisation mondiale de propriété intellectuelle (OMPI) développe à ce titre plusieurs programmes et consulte le doCip.

Genève s'intéresse aux droits des peuples autochtones depuis les années 1920, avec la création par René Claparède d'un Bureau international de défense des indigènes. Le canton abrite aujourd'hui le Mécanisme d'experts et le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, ainsi que le comité pour l'élimination des discriminations raciales du Haut commissariat aux droits de l'homme.

Pour toute information complémentaire : M. André Klopmann, chargé des ONG internationales, service du protocole, CHA, ☎ 022 546 14 00.

Soutien aux victimes de la crise alimentaire au Sud Soudan

Le Conseil d'Etat a attribué une aide d'urgence de 200'000 francs pour les actions de [Caritas Suisse](#) au Sud Soudan, afin de répondre à la crise alimentaire actuelle et au besoin urgent de distribution d'aliments de base aux personnes les plus fragilisées.

Le financement du canton de Genève poursuit également les objectifs suivants :



- sécuriser l'alimentation d'ici la prochaine saison des récoltes, en juillet et août, via le financement de plantation de variétés locales dont la pousse est rapide ;
- former des paysan-ne-s du Sud Soudan à des techniques agricoles améliorées.

2009 a été une année extrêmement difficile pour la population du Sud Soudan, spécialement dans la province d'Equatoria occidentale. Des phases de sécheresse successives ont drastiquement diminué les récoltes et la population n'a pas pu accumuler de réserves alimentaires.

Les aliments de base sont aujourd'hui presque introuvables sur les marchés locaux et les réserves de céréales subventionnées par le gouvernement sont épuisées dans plusieurs régions du pays (photos : Pia Zanetti).



Pour toute information complémentaire : Mme Susana Simoes Abbasi, chargée de projets, service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 44.

Genève demande des mesures correctives pour la péréquation intercantonale

Consulté par la [Conférence des gouvernements cantonaux \(CDC\)](#) au sujet du rapport sur l'évaluation de l'efficacité de la péréquation financière entre la Confédération et les cantons (RPT) pour la période 2008-2011, le Conseil d'Etat a émis un certain nombre de réserves et critiques, dont il souhaite qu'il soit tenu compte pour la prochaine période quadriennale 2012-2015.

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat réitère en particulier sa position concernant le rapport actuellement établi à parité entre la compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques et celles qui ressortent de facteurs géo-topographiques. Le gouvernement genevois estime que la répartition correcte devrait s'établir à 73% en faveur des charges socio-démographiques, ainsi qu'il ressort de la dernière étude menée par l'institut de recherche et de conseil en économie et politique [Ecoplan](#), qui a mis en lumière les charges particulièrement élevées que doivent assumer les grands centres urbains.

Le Conseil d'Etat maintient également son souhait de voir corrigée la prise en compte des revenus des frontaliers dans le calcul du potentiel de ressources, un souci partagé par d'autres cantons frontaliers tels que Bâle-Ville et le Tessin. Le système actuel tient compte de l'ensemble des revenus provenant des frontaliers pour établir le potentiel de ressources des cantons, en ignorant les charges que ceux-ci induisent. Concrètement, le gouvernement genevois se prononce en faveur d'une réduction de 50% sur les salaires bruts des frontaliers pris en compte, qui constitue l'une des variantes figurant dans le rapport du Conseil fédéral.

Le Conseil d'Etat se prononce en outre en faveur d'une correction rétroactive, limitée à deux ans, des paiements compensatoires en cas d'erreurs dans les données de base ou dans les calculs. Il estime aussi qu'il convient de prévoir une compensation des écarts par rapport à la neutralité budgétaire 2008 entre les cantons et la Confédération, sur la base de la charge supplémentaire de 100 millions assumée par les cantons. Cette correction devrait se faire exclusivement au profit des charges liées à des facteurs socio-démographiques. Le gouvernement cantonal préconise enfin une réduction de la compensation des cas de rigueur pour la période 2012-2015. Lorsqu'un canton passe du statut de bénéficiaire à celui de donateur, la perte de sa compensation devrait être échelonnée sur trois ans.

S'agissant de la suite du projet RPT, le Conseil d'Etat souhaite que l'on étudie un mécanisme permettant de renforcer l'efficacité du système en concentrant les moyens financiers sur les cantons au potentiel le plus faible et en réduisant l'aide allouée aux cantons proches de la moyenne. Le gouvernement genevois souligne en outre le risque que les contributions de la RPT favorisent des mesures de *dumping* fiscal. La solidarité entre les cantons est clairement mise à mal si les cantons contributeurs finissent par financer la sous-enchère à laquelle se livrent des cantons bénéficiaires.

*Pour toute information complémentaire : M. Jacques Beuchat, secrétaire général adjoint, DF,
☎ 022 327 32 53.*

Oui au projet fédéral de contrat-type de travail dans l'économie domestique

Le Conseil d'Etat a fait part de son soutien au [projet d'ordonnance sur le contrat-type de travail \(CTT\) pour les travailleurs de l'économie domestique](#) mis en consultation par le Département fédéral de l'économie. Suite au constat par la Commission tripartite fédérale de sous-enchère salariale abusive et répétée dans le secteur de l'économie domestique, ce projet d'ordonnance vise à l'édiction d'un CTT national avec salaires impératifs.

En 2004 déjà, le canton de Genève a édicté un CTT comportant des salaires minimaux pour l'économie domestique. Le projet d'ordonnance fédérale stipule que le texte cantonal restera applicable aussi longtemps qu'il sera en vigueur. Si le Conseil d'Etat salue ce projet d'ordonnance visant à fixer, dès le 1^{er} janvier 2011, des salaires impératifs dans l'économie domestique pour l'ensemble des autres cantons suisses, il relève néanmoins des différences entre les CTT national et genevois qui pourraient être difficiles à maintenir à long terme : d'une part, les salaires sont tantôt plus élevés, tantôt plus bas suivant le type d'emploi ; d'autre part, le CTT genevois s'applique dès la première heure de travail, tandis que le CTT fédéral ne serait applicable qu'à partir de 5 heures par semaine en moyenne.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat profite de cette consultation pour insister sur l'importance de modifier la législation afin de donner aux organes de contrôle compétents les moyens de sanctionner les infractions relatives aux salaires impératifs des CTT. Le recours à la voie civile s'avère en effet très insuffisant en la matière.

*Pour tout renseignement complémentaire : M. Bruno Giovanola, directeur général de l'OCIRT, DSE,
☎ 022 388 29 29.*

Accessibilité des constructions aux personnes handicapées : adaptation de la loi cantonale

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de modification de la [loi sur les constructions et les installations diverses \(LCI\)](#), notamment de son article 109 consacré à l'accessibilité des constructions. Les modifications proposées visent pour l'essentiel à adapter la LCI à la [loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées du 13 décembre 2002](#) et à son [ordonnance d'application du 19 novembre 2003](#).

Cette adaptation législative reflète le passage d'une logique d'assistance à une vision intégrative des personnes handicapées. Il s'agit de mettre fin aux inégalités frappant ces personnes et les faire participer pleinement à la vie de la société. Le but de la modification de l'article 109 LCI est ainsi de reconnaître le droit des personnes handicapées à ce que l'environnement construit soit conçu et aménagé de façon à être accessible pour tous les usagers. A cet égard, le règlement d'application de la LCI devra également être adapté aux nouvelles exigences de la loi et de l'ordonnance fédérales. De nouvelles normes techniques devront être adoptées, par exemple l'agrandissement des places de manœuvre et l'adaptation d'un certain nombre de dimensions (hauteur des dispositifs, largeurs des espaces, etc.).

Le projet de loi adopté ce jour octroie enfin aux associations d'aide aux personnes handicapées, sous certaines conditions, la qualité pour recourir contre une autorisation de construire ou de transformer.

Pour toute information complémentaire : M. Edi Da Broi, directeur général de l'office des autorisations de construire, DCTI, ☎ 022 546 64 00.

Un plan d'actions pour répondre à la pénurie du personnel infirmier

Dans sa réponse à la question écrite d'un député intitulée « [Pourquoi ne peut-on pas former davantage d'infirmiers et d'infirmières ?](#) », le Conseil d'Etat a indiqué que la pénurie de personnel soignant représentait un enjeu majeur pour le canton. Au vu de l'éventail des mesures à prendre, il a décidé de créer un groupe de travail de haut niveau, placé sous l'égide du département des affaires régionales, de l'économie et de la santé (DARES) et du département de l'instruction publique (DIP), chargé de proposer un plan d'actions coordonné pour remédier au manque d'effectif de personnel infirmier.

A l'image de la Suisse, le canton de Genève ne forme pas suffisamment de personnel infirmier pour couvrir ses besoins. A court terme, la [Haute école de santé \(HEDS\)](#) ne peut former davantage d'infirmier/ère-s, principalement parce que les vocations et les places de stages ne sont pas assez nombreuses et les infrastructures quasiment saturées. Toutefois, l'examen des actions possibles pour remédier à cette situation met en évidence que les employeurs comme les institutions de formation sont directement concernés.

La profession d'infirmier/ère doit être valorisée, le recrutement optimisé et le personnel fidélisé. Un accroissement durable du nombre de diplômé-e-s en soins infirmiers nécessite de revoir en profondeur le dispositif de formation pratique, avec notamment la mise en place d'un système plus efficace de compensations financières aux prestations fournies et une adaptation du mode de rémunération des étudiant-e-s stagiaires.

Dans cette même perspective, l'émergence de nouveaux cursus de formation va conduire les employeurs à revoir l'organisation des équipes soignantes et à réexaminer les processus de production des soins.

*Pour tout complément d'information : M. François Abbé Decarroux, directeur général de la HES-SO, DIP,
☎ 022 388 65 05.*

Projet de loi déclarant d'utilité publique la construction d'un bâtiment de logements à Lancy



Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi déclarant d'utilité publique la construction de logements de catégorie HBM (immeubles d'habitation bon marché) prévus dans un bâtiment à édifier sur le territoire de la commune de Lancy. Une fois adoptée par le Grand Conseil, cette loi permettra de débloquer le projet de construction.

En février 2009, une autorisation de construire a été délivrée pour un bâtiment d'habitation de six étages sur rez-de-chaussée plus attique au chemin des Troènes, à Lancy. Une partie de ce bâtiment est affectée à des logements de catégorie HBM. Sa réalisation est toutefois compromise par l'existence de servitudes constituées au profit de propriétaires de terrains voisins, lesquelles prévoient qu'aucune construction autre que des villas ne peut être bâtie dans ce secteur.

Face au refus de plusieurs propriétaires de renoncer à leurs servitudes, le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil de déclarer d'utilité publique la réalisation des logements de catégorie HBM prévus dans le bâtiment projeté, afin de pouvoir, au besoin, décréter l'expropriation des servitudes qui en empêchent la réalisation.

Pour toute information complémentaire : M. Mark Muller, conseiller d'Etat, en contactant Mme Rafaële Gross, DCTI, ☎ 022 327 31 24.

Construction de treize nouveaux logements au Petit-Saconnex

Le Conseil d'Etat a adopté un arrêté permettant de délivrer une autorisation de construire portant sur la réalisation d'un immeuble de logements de cinq étages sur rez-de-chaussée plus attique, avec garage souterrain, sis rue Denis-de-Rougemont 3, à Genève (section Petit-Saconnex). La construction prévoit treize logements à louer soumis au contrôle de l'Etat au sens de la [loi générale sur les zones de développement](#).



Cette requête s'inscrit dans le plan localisé de quartier adopté le 24 janvier 2007 (voir [point de presse](#)).

Pour toute information complémentaire : M. Michel Briefer, administrateur, service immobilier, office du logement, DCTI, ☎ 022 546 65 14.

Nouvelle conseillère municipale à Veyrier



Le Conseil d'Etat a proclamé Mme **Béatrice Deslarzes Schaefer** élue sans scrutin à la fonction de conseillère municipale de la commune de Veyrier.

La candidature de Mme Deslarzes Schaefer a été présentée dans le délai légal par la majorité des signataires de la liste « Les Verts » en remplacement de M. Mark Bjertnes, démissionnaire.



*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 22 00.*

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
18 mai 10h30	Genève en 3D	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DIM	Yves Bellégo ☎ 022 546 76 06
2 juin 10h30	Mise à l'enquête publique du PLQ des Vergers, à Meyrin	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DCTI	Nicole Bovard Briki ☎ 022 327 31 25 ou 079 240 83 72
3 juin 11h00	Développements immobiliers en faveur de la Genève internationale	Club suisse de la presse 106, route de Ferney	DCTI	Rafaèle Gross ☎ 022 327 31 24
7 juin 10h00	Présentation du programme de législature 2010-2013 du Conseil d'Etat	<i>Sera communiqué ultérieurement</i>	CE	Nicolas Merckling (CHA) ☎ 022 327 90 80
8 juin 11h00	Inauguration de l'embouchure renaturée de la Versoix	Embouchure de la Versoix Parc de la Bécassine 10, route de Suisse	DIM	Grégoire Pralong ☎ 022 546 76 13